



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.447/VR
du 12 juin 2018

advies 63.447/VR
van 12 juni 2018

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
assentiment à l'accord de
coopération entre l'État
fédéral, la Région Flamande, la
Région Wallonne et la Région
de Bruxelles-Capitale relatif au
financement des infrastructures
ferroviaires stratégiques'

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord tussen
de federale Staat, het Vlaamse
Gewest, het Waalse Gewest en
het Brusselse Hoofdstedelijke
Gewest betreffende de
financiering van de
strategische
spoorweginfrastructuren'

Le 4 mai 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 12 juin 2018. Les chambres réunies étaient composées de Jo BAERT, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Jan SMETS, Bernard BLERO, Wanda VOGEL et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Astrid TRUYENS, greffier, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Dries VAN EECKHOUTTE et Stéphane TELLIER, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 juin 2018.

*

Op 4 mei 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen * een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de financiering van de strategische spoorweginfrastructuren'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 12 juni 2018. De verenigde kamers waren samengesteld uit Jo BAERT, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Jan SMETS, Bernard BLERO, Wanda VOGEL en Koen MUYLLE, staatsraden, Astrid TRUYENS, griffier, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Dries VAN EECKHOUTTE en Stéphane TELLIER, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 juni 2018.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

2. L'avant-projet de loi s'inscrit dans le cadre des articles 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 14°, et 92bis, § 4^{onies}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', en ce qu'il a pour objet de porter assentiment à un accord de coopération tel qu'ainsi visé.

Cet accord de coopération contient des dispositions générales (Chapitre 1^{er}), des dispositions relatives au financement et à la répartition du financement des projets ferroviaires stratégiques (Chapitre 2), des dispositions relatives aux engagements des parties à l'accord (Chapitre 3), des dispositions relatives au préfinancement (Chapitre 4), des dispositions relatives au financement additionnel (Chapitre 5), une disposition relative à la durée de l'accord de coopération (Chapitre 6) et enfin des dispositions finales (Chapitre 7).

Dans une large mesure, l'accord de coopération constitue un cadre réglementaire dont la mise en œuvre sera opérée par des accords de coopération d'exécution et par des contrats d'exécution de projet conclus entre, d'une part, l'autorité fédérale, Infrabel ou la SNCB et, d'autre part, une région ou la personne de droit public qui en relève, responsable du financement additionnel.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET DE LOI

3. L'intitulé et l'article 2 de l'avant-projet seront complétés par la mention de la date de l'accord de coopération.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

A. La proportionnalité des financements régionaux

4. L'article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 14°, de la loi spéciale du 8 août 1980 est inséré par l'article 23 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième réforme de l'État'.

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité avec les normes supérieures.

Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014 précisent à propos de son article 23 ² :

« La possibilité ouverte aux régions par la présente proposition de loi spéciale d'intervenir de façon additionnelle dans le financement de l'aménagement, de l'adaptation ou de la modernisation de lignes de chemin de fer doit être comprise comme une faculté pour les régions d'ajouter des moyens au plan pluriannuel d'investissements, non pour suppléer les éventuelles insuffisances de l'autorité fédérale, qui reste compétente en matière d'investissements et d'exploitation ferroviaires, en ce compris pour ce qui concerne l'aménagement, l'adaptation et la modernisation des lignes ferroviaires, mais pour permettre des développements supplémentaires du réseau national sur leurs territoires respectifs.

L'exercice de cette compétence des régions sera subordonné à la conclusion d'un Accord de coopération entre l'autorité fédérale, d'une part, et la ou les régions concernées, d'autre part, dont la durée ne pourra excéder l'échéance du plan pluriannuel d'investissement correspondant. Il va de soi que les travaux, dont le financement additionnel est assuré par les régions conformément à l'Accord de coopération, qui ont débuté pendant la période couverte par cet accord, pourront être achevés au-delà de l'échéance du plan pluriannuel d'investissement auquel cet accord est lié, à concurrence du financement additionnel prévu par cet accord. Le financement additionnel des régions devra par ailleurs respecter une proportionnalité par rapport au financement fédéral effectif, qui sera fixée par l'Accord de coopération précité entre l'autorité fédérale et la ou les régions concernées, lequel conditionnera donc l'existence et le niveau des financements additionnels régionaux. Cet Accord de coopération déterminera les modalités de contrôle du respect de cette proportionnalité ».

Sur cette même disposition, l'avis du Conseil d'État n° 53.932/AG donné le 27 août 2013 sur une proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014 a observé ce qui suit :

« Article 23

[...]

2. En ce qui concerne l'article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 14°, de la loi spéciale du 8 août 1980 proposé, il a été demandé aux délégués de la Présidente du Sénat de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par l'exigence de proportionnalité dont il est question *in fine* de la disposition examinée. Leur réponse a été la suivante :

‘Het betreft hier wel degelijk een aanvullende financiering van de gewesten; prefinanciering wordt in beginsel niet beoogd.

Immers, volgens de toelichting bij het voorgestelde artikel 6, § 1, X, eerste lid, 14°, BWHI (p. 152-153), gaat het om ‘een bevoegdheid voor de gewesten om middelen toe te voegen aan het meerjareninvesteringsplan, niet om eventuele tekortkomingen van de federale overheid, die bevoegd blijft voor de investeringen in en de exploitatie van het spoor, voor wat dat laatste betreft de aanleg, aanpassing en modernisering van de spoorwegen inbegrepen, aan te vullen, maar wel om bijkomende ontwikkelingen op het nationaal netwerk toe te laten op hun respectieve grondgebieden’ en zal deze ‘aanvullende financiering [...] overigens een door dat Samenwerkingsakkoord vastgelegde proportionaliteit moeten respecteren ten overstaan van de effectieve federale financiering, die dus het bestaan en het niveau van de bijkomende gewestelijke financiering aan

² Doc. parl., Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, p. 152.

voorwaarden zal onderwerpen. Dit Samenwerkingsakkoord zal de modaliteiten vastleggen inzake de controle op de naleving van deze proportionaliteit”.

Compte tenu du commentaire de la disposition proposée dans la proposition à l'examen et des explications complémentaires fournies par les délégués de la Présidente du Sénat, il conviendrait de rédiger le texte de cette disposition de manière plus précise en insérant les passages suivants :

- ‘pour permettre des développements supplémentaires du réseau national’ entre ‘modernisation de lignes de chemin de fer’ et ‘, pour autant’
- ‘par rapport au financement fédéral’ entre ‘dans une proportionnalité’ et ‘fixée par l’Accord de coopération précité’ ».

L'article 92bis, § 4nonies, de la même loi spéciale dispose :

« Lorsqu'une ou plusieurs régions souhaitent financer de manière additionnelle les investissements d'aménagement, d'adaptation ou de modernisation de lignes de chemin de fer, conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14°, l'autorité fédérale et la ou les régions concernées concluent en tout cas un accord de coopération définissant la proportionnalité que peuvent représenter, pour la ou les régions concernées, les financements additionnels visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 14°, par rapport au financement des investissements réalisés en exécution du plan pluriannuel d'investissement fédéral. Cet accord de coopération est conclu pour une durée qui ne peut excéder l'échéance du plan pluriannuel d'investissement fédéral correspondant ».

Au regard de ces dispositions, il y a lieu de vérifier si l'accord de coopération auquel il est projeté de donner assentiment contient des éléments « définissant la proportionnalité que peuvent représenter, pour la ou les régions concernées, les financements additionnels [...] par rapport au financement des investissements réalisés en exécution du plan pluriannuel d'investissement fédéral ».

Interrogé sur ce point et sur la question des modalités de contrôle du respect de cette proportionnalité, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Comme le stipule l'exposé des motifs de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 :

‘La possibilité ouverte aux régions [...] d'intervenir de façon additionnelle dans le financement de l'aménagement, de l'adaptation ou de la modernisation de lignes de chemin de fer doit être comprise comme une faculté pour les régions d'ajouter des moyens au plan pluriannuel d'investissements, non pour suppléer les éventuelles insuffisances de l'autorité fédérale, qui reste compétente en matière d'investissements et d'exploitation ferroviaires, en ce compris pour ce qui concerne l'aménagement, l'adaptation et la modernisation des lignes ferroviaires, mais pour permettre des développements supplémentaires du réseau national sur leurs territoires respectifs’.

‘Le financement additionnel des régions devra par ailleurs respecter une proportionnalité par rapport au financement fédéral effectif, qui sera fixée par l'Accord de coopération précité entre l'autorité fédérale et la ou les régions concernées, lequel conditionnera donc l'existence et le niveau des financements additionnels régionaux. Cet Accord de coopération déterminera les modalités de contrôle du respect de cette proportionnalité’.

Nous interprétons cela comme étant une mise en œuvre du principe de proportionnalité, cette dernière étant directement liée à la préoccupation du législateur visant à éviter que les financements additionnels des Régions puissent porter préjudice à la compétence de l'autorité fédérale en matière ferroviaire.

Il convient donc que les moyens ajoutés par les Régions restent modérés ('additionnels') par rapport au financement fédéral.

Nous observons aussi que les modalités de mise en œuvre du principe de proportionnalité ne sont nulle part précisées dans la loi de 1980 ce qui laisse aux rédacteurs de l'accord de coopération une certaine latitude pour autant que l'objectif global de proportionnalité soit atteint.

Dans l'accord de coopération, les financements additionnels sont limités respectivement à 100 mio€ pour la Région flamande et 32,48 mio€ pour la Région wallonne, sans possibilité de dépassement.

Les financements fédéraux sont d'un milliard, plus le solde non engagé du fonds RER (73,4 mio€), plus les emprunts à conclure par la SNCB et Infrabel (255,4 mio€), et, les moyens du plan pluriannuel d'investissement, soit environ 1,4 mrd€ par an pour les 2 sociétés.

Les financements additionnels régionaux représentent un pourcentage très faible des financements fédéraux ce qui implique que le principe de proportionnalité est intrinsèquement respecté par l'accord de coopération.

Selon nous, la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ne prévoit pas l'obligation de définir des modalités de contrôle de cette proportionnalité.

Les proportions entre les différents financements ne sont pas susceptibles d'évoluer, car les interventions des parties sont limitées aux montants de l'AC.

Il n'y a dès lors pas lieu de mettre en œuvre des modalités de contrôle ».

Il ressort de cette réponse que les montants figurant à l'article 5 et l'annexe 1 de l'accord de coopération sont considérés par les parties à l'accord de coopération comme étant des montants maximum, qui ne seront pas dépassés. On peut dès lors considérer qu'ils respectent la proportionnalité telle qu'exigée par l'article 6, § 1^{er}, X, 14^o, de la loi spéciale du 8 août 1980. Il faudra cependant veiller à ce que, dans leur ensemble, les projets ferroviaires prioritaires régionaux respectent également cette proportionnalité.

Par ailleurs, l'article 6, § 3, de l'accord de coopération est relatif aux dispositions générales qui assurent le contrôle, la surveillance et le rapportage sur les réalisations des projets ferroviaires prioritaires régionaux. Ce contrôle peut être interprété comme étant également un contrôle de la proportionnalité des financements. Eu égard à la deuxième observation générale³ et aux travaux préparatoires de l'article 6, § 1^{er}, X, 14°, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui exigent de prévoir dans l'accord de coopération « les modalités de contrôle du respect de cette proportionnalité », les dispositions générales relatives à ce contrôle doivent figurer expressément dans l'accord de coopération et ne peuvent pas être déléguées à la rédaction d'un accord de coopération d'exécution.

B. Les accords de coopération d'exécution

5.1. La conclusion d'accords de coopération d'exécution, bilatéraux ou multilatéraux, est prévue dans toute une série d'hypothèses visées dans l'accord de coopération auquel l'avant-projet examiné envisage de donner assentiment. L'on peut ainsi relever que :

– l'article 1^{er}, 10°, de l'accord de coopération définit « l'accord de coopération d'exécution » comme étant un « accord concernant la collaboration structurelle et les modalités d'exécution et de suivi des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions, de l'exécution et préfinancement partiel des travaux RER, et de l'exécution des travaux et financement additionnel des projets ferroviaires prioritaires régionaux. Pour les projets ferroviaires prioritaires régionaux, la collaboration financière et le suivi commun tenant compte des régions sont aussi déterminés. Selon leur objet, ces accords d'exécution peuvent être bilatéraux ou multilatéraux » ;

– l'article 2, § 3, prévoit la conclusion d'un accord de coopération d'exécution relatif au RER, dont le contenu est précisé ;

– l'article 2, §§ 4 et 5, de l'accord de coopération, prévoit que la liste détaillée des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions, leur description ainsi que leurs échéanciers, ainsi que la liste détaillée des projets ferroviaires prioritaires régionaux ainsi que leur description et leurs échéanciers, figurent dans des accords de coopération d'exécution bilatéraux ;

– l'article 6, § 1^{er}, de l'accord de coopération prévoit que le montant maximum qu'une région assure pour le financement additionnel est repris dans un accord de coopération bilatéral d'exécution ;

– l'article 6, § 2, de l'accord de coopération prévoit que l'État fédéral et la région qui assure un financement additionnel concluent un accord de coopération d'exécution portant sur « la manière suivant laquelle le projet ferroviaire prioritaire régional prend forme » ;

³ Voir ci-après, titre B, point 5.4.

– à l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération, il est prévu que « les dispositions générales qui assurent le contrôle, la surveillance et le rapportage sur la réalisation d'un projet ferroviaire prioritaire régional, sont reprises dans un accord de coopération d'exécution ou dans un contrat d'exécution de projet » ;

– l'article 7 de l'accord de coopération prévoit qu'en cas d'excédent significatif d'un financement d'un projet ferroviaire régional, cet excédent est utilisé pour un autre projet ferroviaire de la région concernée dont la désignation se fait par un accord de coopération d'exécution ;

– l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'accord de coopération prévoit que « la liste des permis à obtenir ainsi qu'une indication du délai d'introduction de demande et le délai légal d'obtention est reprise dans les accords de coopération d'exécution » ;

– l'article 11, § 3, alinéa 1^{er}, prévoit qu'« un accord de coopération d'exécution du présent accord est à conclure entre l'État fédéral et la Région wallonne au sujet des modalités de ce préfinancement », soit le préfinancement prévu au paragraphe 1^{er}.

5.2. Il convient de vérifier si les délégations ainsi prévues dans les dispositions précitées sont faites conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 aout 1980, tel qu'inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014.

La sixième réforme de l'État a en effet expressément prévu la possibilité de conclure des accords de coopération d'exécution. Cette disposition a pour objectif de faciliter et de simplifier la coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées. Le statut et le cadre juridique dans lequel ces accords de coopération d'exécution pouvaient être conclus n'a pas été davantage précisé dans la loi spéciale. Il découle néanmoins de la lecture de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 aout 1980 que ces accords de coopération d'exécution ne doivent pas être soumis à l'assentiment des parlements respectifs et que ces accords doivent se limiter à « l'exécution » d'accords de coopération qui eux ont reçu l'assentiment du législateur.

5.3. Par ailleurs, selon l'article 92bis, §1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980, le principe est, en matière d'accords de coopération, que les accords qui ont pour objet des matières réglées par le législateur, ainsi que les accords qui pourraient grever l'État, les Communautés ou les Régions, ou lier des Belges individuellement, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des législateurs des parties à l'accord.

Dans leur avis n° 49.218/VR du 1^{er} mars 2011, les chambres réunies de la section de législation ont rappelé que l'article 92bis de la loi spéciale du 8 aout 1980 requiert un assentiment préalable des parlements concernés aux obligations qui pèseront sur l'entité fédérée concernée :

« Il résulte de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que les accords de coopération qui, comme tel est le cas de l'accord de coopération à l'examen, portent sur des matières réglées par la loi, le décret ou l'ordonnance ou pourraient grever l'État, les Communautés ou les Régions ou lier des Belges individuellement, ne peuvent avoir d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des législateurs concernés.

La nécessité d'un assentiment préalable signifie notamment que l'ensemble des obligations auxquelles se soumettent les parties à un accord de coopération doivent, dans la mesure où elles entrent dans le champ d'application de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, être connues des législateurs concernés au moment où ils donnent leur assentiment. Il s'ensuit que l'accord lui-même doit énoncer l'ensemble des règles qui lient les parties, et qu'il n'a pas à être complété par des règles qu'adopteraient les organes créés, le cas échéant, par l'accord⁴, réserve faite des règles qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, telles que des règles internes propres au fonctionnement des organes⁵ »⁶.

L'économie même de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, ne permet pas que, par le biais de la possibilité de recourir désormais à des accords de coopération d'exécution, l'exigence d'un assentiment du législateur soit vidée de sa substance dans les cas où elle est requise, ou puisse être méconnue dans une large mesure.

Ainsi, les alinéas 2 et 3 de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 ne peuvent être logiquement compris et conciliés que si l'accord de coopération qui figure parmi ceux devant requérir l'assentiment du législateur fixe les éléments essentiels de la matière qu'il entend traiter, les accords de coopération d'exécution subséquents n'en réglant que les aspects moins essentiels ou purement techniques.

⁴ Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : Voir en ce sens divers avis de la section de législation du Conseil d'État, notamment les avis suivants l'avis 24.479/VR, donné le 24 octobre 1995, sur l'avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 16 janvier 1977 portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (*Doc. parl.*, C.R.W., 1995-1996, n° 162/1, annexes, pp. 3 et 4) ; l'avis 35.424/VR, donné le 24 juin 2003, sur l'avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 29 avril 2004 [portant] approbation de l'accord de coopération du 10 décembre 2003 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté Germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2003-2004, n° 675/1, pp. 20 et 21) ; l'avis 42.387/VR, donné le 27 mars 2007, sur l'avant-projet devenu la loi du 15 mai 2007 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de certaines dispositions du Protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles, le 19 février 2007 (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n° 3-2411/1, pp. 33 à 35).

⁵ Note de bas de page n° 8 de l'avis cité : Peuvent être considérés comme répondant à ces critères, l'article 4, § 1^{er}, en tant qu'il charge le Comité REACH d'arrêter les procédures et mesures nécessaires à l'échange sécurisé des données entre les personnes désignées par les autorités fédérales et régionales en vue d'exécuter le Règlement REACH, l'article 4, § 2, en tant qu'il charge le Comité REACH de déterminer le contenu de l'information et les modalités d'organisation de l'échange d'information entre les personnes désignées par les autorités fédérales et régionales en vue d'exécuter le Règlement REACH, de même que l'article 12, §§ 2 et 3, en tant que le Comité REACH est chargé de déterminer les conditions d'exécution des tâches du Comité scientifique REACH, ainsi que les conditions auxquelles celui-ci rend des avis.

⁶ Avis n° 49.218/VR donné le 1^{er} mars 2011 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 7 juin 2012 'portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (REACH)', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49218.pdf>. Voir également l'avis n° 50.624/3 donné le 13 décembre 2011 sur un avant-projet devenu la loi 21 décembre 2012 'portant assentiment à l'Accord de coopération du 17 octobre 2011 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (REACH)', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/50624.pdf>.

En d'autres termes, l'article 92bis, § 1^{er}, contient, en lui-même, un principe de légalité, en ce qui concerne les accords de coopération soumis à l'assentiment du législateur en vertu de son alinéa 2.

5.4. Les accords de coopération d'exécution qui seront conclus à l'avenir, sur la base des délégations prévues dans l'accord de coopération auquel l'avant-projet de loi examiné prévoit de donner assentiment, devront dès lors l'être dans le respect du principe de légalité ainsi déduit de l'économie de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980.

À cet égard, il y a lieu de rappeler que si le contrôle visé à l'article 6, § 3, de l'accord de coopération concerne également le contrôle de la proportionnalité des financements, les dispositions générales relatives à ce contrôle doivent figurer expressément dans l'accord de coopération et ne peuvent pas être déléguées à la rédaction d'un accord de coopération d'exécution.

5.5. Par ailleurs, les accords de coopération d'exécution qui sont prévus dans l'accord de coopération devront en tout état de cause faire l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

6. Interrogé sur la notion de « délocalisé » au sens de l'accord de coopération⁷, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Toujours dans l'accord de coopération de 2001, il est prescrit que 'Les lignes 161 et 124 sur le territoire flamand et les travaux de modernisation de ces lignes sur le territoire flamand (8,2 mrd) sont retirés de la quote-part flamande' (voir note explicative du 14.04.2001 pt 4 – annexe à l'accord de coopération relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B).

Ce sont ces travaux, hors clé, qui sont qualifiés de 'délocalisés'.

Cette expression utilisée depuis 2001 traduit le fait que ces travaux sont considérés, du point de vue de leur imputation sur la clé régionale, comme non localisés sur le territoire flamand ».

Ces éléments gagneront à figurer dans l'exposé des motifs.

7. De même, le délégué du Ministre a été interrogé sur la notion de « moyens financiers [...] obtenus de tiers » telle que figurant à l'article 2, § 6 de l'accord de coopération ; il a précisé ce qui suit :

« Les financements tiers visés sont les subsides européens pour lesquels différents mécanismes peuvent être activés. La formule est ouverte pour couvrir toute forme de nouvelles opportunités qui se présenterait éventuellement dans le futur.

⁷ Voir notamment l'article 2, § 2, alinéa 2, 1^o, c) et 2^o, c).

La formule couvre aussi le cas des demandes provenant d'autorités locales visant à faire réaliser des aménagements spécifiques dans le cadre des chantiers projet (élargissement d'une voirie, abords du domaine ferroviaire, ...). Dans de tels cas, il s'agit d'une opération blanche pour le secteur ferroviaire, les coûts supplémentaires étant intégralement à charge du demandeur ».

Ces précisions figureront également et utilement dans l'exposé des motifs.

8. Il a été demandé au délégué du Ministre de préciser comment la règle inscrite à l'article 2, § 6, de l'accord de coopération, selon laquelle les moyens financiers obtenus de tiers et ainsi libérés « sont réaffectés à des projets ferroviaires à réaliser sur le territoire de la même région »⁸, doit s'appliquer pour la catégorie de projets « Région bruxelloise/délocalisé ». Le délégué du Ministre a répondu en ces termes :

« Dans le cas hautement hypothétique où des moyens financiers de tiers pourraient être obtenus pour des travaux à réaliser sur le territoire bruxellois, l'application de l'art.2§6 implique une réallocation de ces moyens à d'autres projets à réaliser sur le territoire bruxellois.

Dans le cas encore plus hypothétique où des moyens financiers de tiers pourraient être obtenus pour des travaux (RER) à réaliser sur les tronçons des lignes 124 et 161 situés sur le territoire flamand, l'application de l'art.2§6 implique de facto une utilisation de ces moyens pour les travaux RER à réaliser sur ces tronçons.

En effet, l'enveloppe 'délocalisée' disponible pour les travaux en question est insuffisante, et une partie des dépenses devra être imputée sur clé flamande. Ces fonds obtenus de tiers serviront à réduire les montants à imputer sur la quote-part flamande de la clé régionale.

L'éventuel excédent final serait à affecter à des investissements sur le territoire flamand.

Comme tous les cas de figure ne peuvent être prévus dans l'accord de coopération, l'art. 2, § 6 fait appel à l'art. 10, § 4 qui implique la conclusion d'accords de coopération d'exécution complémentaires pour trouver une solution à tous les problèmes qui pourraient se poser ».

Ce n'est pas parce que certaines situations paraissent actuellement hypothétiques qu'elles ne pourraient pas se produire dans le futur. La réglementation pour les projets « Région bruxelloise/délocalisé » mérite d'être précisée – à tout le moins dans l'exposé des motifs – au regard des explications fournies par le délégué du Ministre.

Article 3

9. L'article 3 de l'accord de coopération énonce ce qui suit :

« Les parties s'engagent à assurer une offre de transport efficiente, attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport et à assurer le maintien de l'ensemble du réseau en particulier pour les lignes à faible densité de

⁸ Voir également l'article 7 de l'accord de coopération.

population sans qu'aucun kilomètre de lignes ferrées nécessaires au trafic ne soit supprimé.

Le gouvernement fédéral s'engage à prendre, le moment venu, les mesures nécessaires avec la SNCB, et dans le cadre du CEMM, pour que l'offre puisse être adaptée à chaque grande étape de mise en service de façon à tirer le meilleur parti des nouvelles infrastructures. Ceci requiert notamment pour le RER qu'une nouvelle étude article 13 soit réalisée en temps opportun ».

Invité à apporter des précisions au sujet de cette disposition, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Cet article crée une obligation mutuelle des 4 entités fédérées à préserver leur réseau ferré, tout particulièrement dans les zones les moins peuplées.

Concrètement dans le cadre d'un grand équilibre entre les signataires, le niveau fédéral s'engage à ne pas fermer de lignes ferroviaires (rurales), mais les Régions s'engagent également, en échange à ne pas fermer de lignes ferrées (tram et métro). Il est en effet bien mentionné 'sporen' / 'réseau ferré' ».

Mieux vaut le préciser dans l'exposé des motifs ⁹.

Article 5

10. Alors que l'article 5, § 1^{er}, prévoit que la Région flamande s'engage à un financement additionnel pour onze projets ferroviaires précisément repris en son annexe 1, l'article 5, § 2, de l'accord de coopération dispose que la Région wallonne s'engage à prévoir un financement additionnel de 32,48 millions d'euros « pour l'accélération des travaux de modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg ou un autre projet ferroviaire prioritaire wallon ». Il s'ensuit que dans ce deuxième cas de figure, la Région wallonne serait amenée à s'engager à financer un projet ferroviaire non précisé. Le délégué du Ministre a indiqué sur ce point :

« La Région wallonne n'a en effet pas encore choisi ses projets prioritaires. Quand elle les aura définis dans le respect de l'article 5§2 et de l'annexe 1, ils seront consignés dans un ou plusieurs accords de coopération d'exécution et feront individuellement l'objet d'un contrat d'exécution de projet (art. 2.5). Les contrats d'exécution de projet précisent les projets (art 1.11 et 6.3) ».

À l'article 5, § 2, de l'accord de coopération, les mots « ou un autre projet ferroviaire prioritaire wallon » pourraient donner à penser que la Région wallonne aurait la faculté de choisir n'importe quel projet en tant que projet ferroviaire prioritaire, alors qu'il découle de la réponse du délégué du Ministre que ce choix est limité aux projets ferroviaires prioritaires mentionnés à l'annexe 1 de l'accord de coopération, à savoir les travaux de modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg et quatre autres projets.

⁹ Reste par ailleurs à savoir quelles lignes de métro et de tram dans « des zones rurales » ou dans des « zones à densité de population limitée » pourraient concrètement être visées.

Afin de lever cette ambiguïté, il convient que les projets ferroviaires wallons qui font l'objet d'un financement additionnel par la Région wallonne soient expressément déterminés dans l'annexe 1 à l'accord de coopération, à l'instar de ce qui est prévu pour les projets ferroviaires qui font l'objet d'un financement additionnel de la part de la Région flamande.

Il s'ensuit qu'à l'article 5, § 2, de l'accord de coopération, les mots « l'accélération des travaux de modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg ou un autre projet ferroviaire prioritaire wallon » seront remplacés par les mots « la réalisation de projets ferroviaires prioritaires wallons, repris en annexe 1 ».

Article 6

11. Invité à apporter des éclaircissements concernant la possibilité de faire appel à des modes de financement alternatifs, comme le prévoit l'article 6, § 2, alinéa 2, de l'accord de coopération, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Parmi les modes de financement alternatifs, plusieurs pistes ont été évoquées dont au premier rang des formules de type Partenariat Public-Privé, dont il existe plusieurs possibilités (DBFM, ...). L'interdiction pour ces formules d'avoir des conséquences sur l'endettement de l'État fédéral, d'Infrabel ou de la SNCB restreint de facto les options possibles ».

On n'aperçoit toutefois pas ce qui est visé par l'endettement de l'« État fédéral ». Dans l'ensemble de l'accord de coopération, cette notion est utilisée comme synonyme d'autorité fédérale (SEC autorité fédérale). La réponse du délégué du Ministre semble cependant suggérer que ce terme est ici utilisé comme synonyme d'« État belge » (SEC administrations publiques). Il serait judicieux de préciser si le terme « État fédéral » vise l'« autorité fédérale » ou « l'État belge ».

12. La question a également été posée au délégué du Ministre de savoir quelle est la portée des mots « Sans préjudice de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » figurant à l'article 6 § 2, alinéa 2. Le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Cette formulation rappelle que les éventuelles formules de financement alternatif, généralement très complexes, puissent aboutir, de facto et insidieusement, à sortir du cadre restrictif de la dérogation à la règle générale sur les compétences ferroviaires autorisée par la dernière réforme de l'État.

Nous avons noté un débat entre juristes sur le choix de l'expression 'onverminderd ...' ou 'onder voorbehoud van ...' ».

Tout acte des autorités belges – y compris ceux pris en exécution d'un accord de coopération – doit respecter les règles répartitrices de compétences. En soi, l'expression précitée est vide de sens et risque d'être source d'insécurité juridique. Il faut, soit omettre ces mots, soit préciser exactement quelle en est la portée véritable.

Article 10

13. Afin d'explicitier plus clairement la portée de l'article 10, § 3, de l'accord de coopération, figureront dans l'exposé des motifs les éléments suivants, apportés par le délégué du Ministre :

« Comme la réalisation de projets est ponctuée d'aléas, et que le coût final d'un projet n'est jamais égal, sauf exception ultra rarissime, au budget originel, il a été convenu de considérer ces sommes comme des marges affectables par le ministre fédéral à certains dépassements de budget fatalement limités.

Cette souplesse a pour but d'éviter tant que faire se peut la charge administrative correspondant à la conclusion d'accord de coopération d'exécution modificatifs pour des dépassements insignifiants ».

Article 13

14. Le délégué du Ministre a confirmé que le plan stratégique d'investissement pluriannuel actuel court jusqu'en 2031 et que, par conséquent, l'accord de coopération à l'examen court jusqu'à la fin de 2031.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond,¹ alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET VOORONTWERP EN VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

2. Het voorontwerp van wet past in het kader van wat voorgeschreven wordt door de artikelen 6, § 1, X, eerste lid, 14°, en 92bis, § 4^{nonies}, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, voor zover het strekt tot het verlenen van instemming met een samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in die bijzondere wet.

Dat samenwerkingsakkoord bevat algemene bepalingen (Hoofdstuk 1), bepalingen betreffende de financiering en de verdeling van de financiering van de strategische spoorwegprojecten (Hoofdstuk 2), bepalingen betreffende de verbintenissen tussen de partijen bij het akkoord (Hoofdstuk 3), bepalingen betreffende de prefinanciering (Hoofdstuk 4), bepalingen betreffende de bijkomende financiering (Hoofdstuk 5), een bepaling betreffende de duur van het samenwerkingsakkoord (Hoofdstuk 6), gevolgd door slotbepalingen (Hoofdstuk 7).

Het samenwerkingsakkoord is in belangrijke mate een kaderregeling, waarvan de nadere regelingen zullen worden vastgelegd in uitvoerende samenwerkingsakkoorden en in projectgebonden uitvoeringscontracten gesloten tussen, enerzijds, de federale overheid, Infrabel of de NMBS en, anderzijds, een gewest dat of zijn betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon die instaat voor de bijkomende financiering.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN WET

3. Het opschrift en artikel 2 van het voorontwerp dienen aangevuld te worden met de vermelding van de datum van het samenwerkingsakkoord.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

ALGEMENE OPMERKINGEN

A. De proportionaliteit van de gewestelijke financieringen

4. Artikel 6, § 1, X, eerste lid, 14°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is ingevoegd bij artikel 23 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming’.

¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 wordt met betrekking tot artikel 23 ervan het volgende gesteld:²

“De door dit voorstel van bijzondere wet aan de gewesten geboden mogelijkheid om op aanvullende wijze tussen te komen in de financiering van de aanleg, de aanpassing of de modernisering van de spoorlijnen moet begrepen worden als een bevoegdheid voor de gewesten om middelen toe te voegen aan het meerjareninvesteringsplan, niet om eventuele tekortkomingen van de federale overheid, die bevoegd blijft voor de investeringen in en de exploitatie van het spoor, voor wat dat laatste betreft de aanleg, aanpassing en modernisering van de spoorwegen inbegrepen, aan te vullen, maar wel om bijkomende ontwikkelingen op het nationaal netwerk toe te laten op hun respectieve grondgebieden.

De uitoefening van deze bevoegdheid van de gewesten zal onderhevig zijn aan het sluiten van een Samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid, enerzijds, en het of de betrokken Gewest(en) anderzijds, en waarvan de duur de vervaldatum van het overeenkomstige meerjareninvesteringsplan niet mag overschrijden. Het spreekt voor zich dat de werken, waarvan de financiering verzekerd wordt door de gewesten overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord, die werden aangevangen tijdens de door dat Samenwerkingsakkoord gedekte periode, zullen kunnen worden afgewerkt bij het verstrijken van het meerjareninvesteringsplan waaraan het Samenwerkingsakkoord verbonden is, ten belope van de door dat Samenwerkingsakkoord voorziene financiering. De aanvullende financiering van de gewesten zal overigens een door dat Samenwerkingsakkoord vastgelegde proportionaliteit moeten respecteren ten overstaan van de effectieve federale financiering, die dus het bestaan en het niveau van de bijkomende gewestelijke financiering aan voorwaarden zal onderwerpen. Dit Samenwerkingsakkoord zal de modaliteiten vastleggen inzake de controle op de naleving van deze proportionaliteit.”

Met betrekking tot diezelfde bepaling heeft de Raad van State in zijn advies 53.932/AV van 27 augustus 2013 over een voorstel dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 het volgende opgemerkt:

“Artikel 23

(...)

2. Wat betreft het voorgestelde artikel 6, § 1, X, eerste lid, 14°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, is aan de gemachtigden gevraagd te verduidelijken wat begrepen moet worden onder het vereiste van evenredigheid waarvan sprake is in de voorliggende bepaling, *in fine*. Dit is hun antwoord:

‘Het betreft hier wel degelijk een aanvullende financiering van de gewesten; pre-financiering wordt in beginsel niet beoogd.

Immers, volgens de toelichting bij het voorgestelde artikel 6, § 1, X, eerste lid, 14°, BWHI (p. 152-153), gaat het om ‘een bevoegdheid voor de gewesten om middelen toe te voegen aan het meerjareninvesteringsplan, niet om eventuele tekortkomingen van de federale overheid, die bevoegd blijft voor de investeringen in en de exploitatie van het spoor, voor wat dat laatste betreft de aanleg, aanpassing en modernisering van de spoorwegen inbegrepen, aan te vullen, maar wel om bijkomende ontwikkelingen op het nationaal netwerk toe te laten op hun respectieve grondgebieden.’ en zal deze ‘aanvullende financiering (...) overigens een door dat Samenwerkingsakkoord

² Parl.St. Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 152.

vastgelegde proportionaliteit moeten respecteren ten overstaan van de effectieve federale financiering, die dus het bestaan en het niveau van de bijkomende gewestelijke financiering aan voorwaarden zal onderwerpen. Dit Samenwerkingsakkoord zal de modaliteiten vastleggen inzake de controle op de naleving van deze proportionaliteit.’

Gelet op de toelichting bij de bepaling die in het voorliggende voorstel wordt voorgesteld en op de aanvullende uitleg die door de gemachtigden is verstrekt, behoort die bepaling nauwkeuriger te worden gesteld door de volgende passages in te voegen:

- ‘om bijkomende ontwikkelingen op het nationaal netwerk toe te laten’ tussen ‘modernisering van de spoorlijnen’ en ‘, voor zover’
- ‘ten opzichte van de federale financiering’ na ‘vastgelegde evenredigheid’.

Artikel 92bis, § 4nonies, van dezelfde bijzondere wet luidt als volgt:

“Wanneer een of meerdere gewesten op aanvullende wijze de investeringen in de aanleg, de aanpassing of de modernisering van de spoorlijnen wensen te financieren, overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 14°, sluiten de federale overheid en het of de betrokken gewesten in elk geval een samenwerkingsakkoord dat voor het of de betrokken gewest(en) de evenredigheid bepaalt die de in artikel 6, § 1, X, 14°, bedoelde aanvullende financiering mag aannemen in verhouding tot de financiering van de investeringen die gerealiseerd zijn ter uitvoering van het federaal meerjareninvesteringsplan. Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een duur die de vervaldatum van het overeenkomstige federale meerjareninvesteringsplan niet mag overschrijden.”

In het licht van die bepalingen dient nagegaan te worden of het samenwerkingsakkoord waarmee ingestemd zou worden elementen bevat “[die] voor het of de betrokken gewest(en) de evenredigheid [bepalen] die de aanvullende financiering mag aannemen in verhouding tot de financiering van de investeringen die gerealiseerd zijn ter uitvoering van het federaal meerjareninvesteringsplan”.

Naar aanleiding van een vraag daarover en gevraagd naar de nadere regels inzake de controle op de naleving van die proportionaliteit heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Comme le stipule l’exposé des motifs de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980:

‘La possibilité ouverte aux régions (...) d’intervenir de façon additionnelle dans le financement de l’aménagement, de l’adaptation ou de la modernisation de lignes de chemin de fer doit être comprise comme une faculté pour les régions d’ajouter des moyens au plan pluriannuel d’investissements, non pour suppléer les éventuelles insuffisances de l’autorité fédérale, qui reste compétente en matière d’investissements et d’exploitation ferroviaires, en ce compris pour ce qui concerne l’aménagement, l’adaptation et la modernisation des lignes ferroviaires, mais pour permettre des développements supplémentaires du réseau national sur leurs territoires respectifs.

Le financement additionnel des régions devra par ailleurs respecter une proportionnalité par rapport au financement fédéral effectif, qui sera fixée par l’Accord de coopération précité entre l’autorité fédérale et la ou les régions concernées, lequel conditionnera donc l’existence et le niveau des financements additionnels régionaux. Cet Accord de coopération déterminera les modalités de contrôle du respect de cette proportionnalité.’

Nous interprétons cela comme étant une mise en œuvre du principe de proportionnalité, cette dernière étant directement liée à la préoccupation du législateur visant à éviter que les financements additionnels des Régions puissent porter préjudice à la compétence de l'autorité fédérale en matière ferroviaire.

Il convient donc que les moyens ajoutés par les Régions restent modérés ('additionnels') par rapport au financement fédéral.

Nous observons aussi que les modalités de mise en œuvre du principe de proportionnalité ne sont nulle part précisées dans la loi de 1980 ce qui laisse aux rédacteurs de l'accord de coopération une certaine latitude pour autant que l'objectif global de proportionnalité soit atteint.

Dans l'accord de coopération, les financements additionnels sont limités respectivement à 100 mio€ pour la Région flamande et 32,48 mio€ pour la Région wallonne, sans possibilité de dépassement.

Les financements fédéraux sont d'un milliard, plus le solde non engagé du fonds RER (73,4 mio€), plus les emprunts à conclure par la SNCB et Infrabel (255,4 mio€), et, les moyens du plan pluriannuel d'investissement, soit environ 1,4 mrd€ par an pour les 2 sociétés.

Les financements additionnels régionaux représentent un pourcentage très faible des financements fédéraux ce qui implique que le principe de proportionnalité est intrinsèquement respecté par l'accord de coopération.

Selon nous, la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ne prévoit pas l'obligation de définir des modalités de contrôle de cette proportionnalité.

Les proportions entre les différents financements ne sont pas susceptibles d'évoluer, car les interventions des parties sont limitées aux montants de l'AC.

Il n'y a dès lors pas lieu de mettre en œuvre des modalités de contrôle."

Uit dat antwoord blijkt dat de bedragen die in artikel 5 en in bijlage 1 bij het samenwerkingsakkoord voorkomen door de partijen bij het samenwerkingsakkoord beschouwd worden als maximumbedragen, die niet overschreden mogen worden. Er kan dan ook van uitgegaan worden dat de bedragen voldoen aan het vereiste van proportionaliteit waarin artikel 6, § 1, X, 14°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voorziet. Er dient evenwel op toegezien te worden dat alle gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten ook aan dat vereiste van proportionaliteit voldoen.

Bovendien heeft artikel 6, § 3, van het samenwerkingsakkoord betrekking op de algemene bepalingen die de controle van, het toezicht op en de rapportering over de uitvoering van gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten verzekeren. Die controle kan aldus geïnterpreteerd worden dat het eveneens om een controle van de proportionaliteit van de financieringen gaat. Gelet op de tweede algemene opmerking³ en de parlementaire voorbereiding van artikel 6, § 1, X, 14°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarin voorgeschreven wordt dat het samenwerkingsakkoord moet voorzien in "de modaliteiten (...) inzake de controle op de naleving van deze proportionaliteit", moeten de algemene bepalingen betreffende die controle uitdrukkelijk in het samenwerkingsakkoord opgenomen worden en mogen ze niet het voorwerp uitmaken van een nog op te stellen uitvoerend samenwerkingsakkoord.

³ Zie hierna, titel B, punt 5.

B. De uitvoerende samenwerkingsakkoorden

5.1. Er kunnen bilaterale of multilaterale uitvoerende samenwerkingsakkoorden gesloten worden in een hele reeks gevallen die vermeld worden in het samenwerkingsakkoord waarmee volgens voorliggend voorontwerp ingestemd zou worden. Zo kan erop gewezen worden dat:

- in artikel 1, 10°, van het samenwerkingsakkoord “het uitvoerend samenwerkingsakkoord” gedefinieerd wordt als een “akkoord aangaande de structurele samenwerking en de modaliteiten van uitvoering en opvolging van de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten, van de uitvoering en gedeeltelijke prefinanciering van de GEN-werken, en van uitvoering van de werken en bijkomende financiering inzake de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten. Voor de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten worden ook de financiële samenwerking en de gezamenlijke opvolging rekening houdend met de inbreng van de gewesten bepaald. Naargelang het voorwerp, kunnen deze uitvoeringsakkoorden bilateraal of multilateraal zijn”;

- artikel 2, § 3, voorziet in het sluiten van een uitvoerend samenwerkingsakkoord betreffende het GEN, waarvan de inhoud nader bepaald wordt;

- in artikel 2, §§ 4 en 5, van het samenwerkingsakkoord bepaald wordt dat de gedetailleerde lijst van de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten, hun beschrijving en hun planning, en de gedetailleerde lijst van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten alsook hun beschrijving en hun planning vermeld staan in bilaterale uitvoerende samenwerkingsakkoorden;

- in artikel 6, § 1, van het samenwerkingsakkoord bepaald wordt dat het maximaal bedrag dat bijgedragen wordt door een gewest dat instaat voor de bijkomende financiering in een bilateraal uitvoerend samenwerkingsakkoord opgenomen wordt;

- in artikel 6, § 2, van het samenwerkingsakkoord bepaald wordt dat de federale Staat en het gewest dat instaat voor een bijkomende financiering een uitvoerend samenwerkingsakkoord sluiten over “de wijze waarop er aan het gewestelijk prioritair spoorwegproject vorm wordt gegeven”;

- artikel 6, § 3, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord als volgt luidt: “De algemene bepalingen die de controle, het toezicht op en de rapportering over de uitvoering van een gewestelijk prioritair spoorwegproject verzekeren, worden opgenomen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord of in een projectgebonden uitvoeringscontract”;

- in artikel 7 van het samenwerkingsakkoord bepaald wordt dat, ingeval de financiering van een gewestelijk spoorwegproject een significant overschot vertoont, dit overschot gebruikt wordt voor een ander spoorwegproject van het betrokken gewest dat via een uitvoerend samenwerkingsakkoord bepaald wordt;

– artikel 8, § 1, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord als volgt luidt: “De lijst van de te bekomen vergunningen alsook een indicatie van de termijnen voor de indiening ervan en voor het bekomen van de vergunning wordt opgenomen in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden”;

– luidens artikel 11, § 3, eerste lid “[e]en uitvoerend samenwerkingsakkoord van dit akkoord (...) afgesloten [moet] worden tussen de federale Staat en het Waalse Gewest voor wat betreft de modaliteiten van deze prefinanciering”, zijnde de in paragraaf 1 bedoelde prefinanciering.

5.2. Er dient nagegaan te worden of de machtigingen waarin de voornoemde bepalingen aldus voorzien, verleend worden overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals dat lid ingevoegd is bij de bijzondere wet van 6 januari 2014.

Bij de Zesde Staatshervorming is immers uitdrukkelijk voorzien in de mogelijkheid om uitvoerende samenwerkingsakkoorden te sluiten. Die bepaling strekt ertoe de samenwerking tussen de federale Staat en de deelentiteiten te bevorderen en te vereenvoudigen. In de bijzondere wet is niet nader gepreciseerd binnen welk statuut of juridisch kader die uitvoerende samenwerkingsakkoorden gesloten kunnen worden. Uit de bewoordingen van artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vloeit evenwel voort dat die uitvoerende samenwerkingsakkoorden niet ter instemming aan de respectieve parlementen voorgelegd hoeven te worden en dat die akkoorden beperkt moeten blijven tot “de uitvoering” van samenwerkingsakkoorden die wel de instemming van de wetgever verkregen hebben.

5.3. Volgens artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geldt inzake samenwerkingsakkoorden bovendien als principe dat akkoorden die betrekking hebben op aangelegenheden die bij wet geregeld worden en akkoorden die de Staat, de gemeenschappen of de gewesten zouden kunnen bezwaren, of Belgen persoonlijk zouden kunnen binden, eerst gevolg hebben nadat zij de instemming verkregen hebben van de wetgevers van de partijen bij het akkoord.

De verenigde kamers van de afdeling Wetgeving hebben er in hun advies 49.218/VR van 1 maart 2011 op gewezen dat de betrokken parlementen luidens artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vooraf moeten instemmen met de verplichtingen die op de betrokken deelentiteit zullen rusten:

(vertaling)

“Uit artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen blijkt dat samenwerkingsakkoorden die, zoals dat het geval is met het voorliggende samenwerkingsakkoord, betrekking hebben op aangelegenheden die bij wet, decreet of ordonnantie geregeld zijn, of de Staat, de gemeenschappen of de gewesten zouden kunnen bezwaren of de Belgen individueel zouden kunnen binden, pas uitwerking kunnen hebben nadat de betrokken wetgevers daarmee hebben ingestemd.

De noodzaak van voorafgaande instemming betekent onder meer dat de gezamenlijke verplichtingen die de partijen bij een samenwerkingsakkoord op zich nemen, voor zover ze onder de werkingssfeer van artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de

bijzondere wet van 8 augustus 1980 vallen, door de betrokken wetgevers gekend moeten zijn op het tijdstip waarop ze hun instemming verlenen. Daaruit volgt dat het akkoord zelf alle regels die de partijen binden moet vermelden, en dat het niet mag worden aangevuld met regels die de in voorkomend geval bij het akkoord opgerichte organen zouden aannemen⁴, met uitzondering van de regels die niet onder de werkingssfeer vallen van artikel 92bis, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals interne regels die specifiek de werkwijze van de organen betreffen^{5, 6}.

De opzet zelf van artikel 92bis, § 1, tweede lid, staat eraan in de weg dat, via de mogelijkheid om voortaan gebruik te maken van uitvoerende samenwerkingsakkoorden, het vereiste van een instemming vanwege de wetgever uitgehold zou worden of dat daaraan in ruime mate voorbijgegaan zou worden in de gevallen waarin dat vereiste geldt.

Zo kunnen het tweede en het derde lid van artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 logischerwijze slechts dan begrepen worden en met elkaar bestaanbaar zijn indien in het samenwerkingsakkoord dat behoort tot die welke de instemming van de wetgever behoeven, de essentiële elementen bepaald worden van de aangelegenheid die men wenst te regelen, aangezien bij de daaropvolgende uitvoerende samenwerkingsakkoorden alleen de minder essentiële of de louter technische aspecten ervan geregeld zullen worden.

⁴ Voetnoot 7 uit het geciteerde advies: Zie in die zin diverse adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, inzonderheid advies 24.479/VR van 24 oktober 1995 over het voorontwerp dat het decreet van het Waals Gewest van 16 januari 1997 is geworden 'portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages' (*Parl.St. W.Gew.R. 1995-1996*, nr. 162/1, bijlagen, 3 en 4); advies 35.424/VR van 24 juni 2003 over het voorontwerp dat het decreet van het Waals Gewest van 29 april 2004 is geworden 'portant approbation de l'accord de coopération du 10 décembre 2003 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté Germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé' (*Parl.St. W.Parl. 2003-2004*, nr. 675/1, 20 en 21); advies 42.387/VR van 27 maart 2007 over het voorontwerp dat de wet van 15 mei 2007 is geworden houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de uitvoering van sommige bepalingen van het Protocol van Kyoto, afgesloten te Brussel, op 19 februari 2007 (*Parl.St. Senaat 2006-2007*, nr. 3-2411/1, 33 tot 35).

⁵ Voetnoot 8 uit het geciteerde advies: Kunnen worden beschouwd als artikelen die aan die criteria beantwoorden: artikel 4, § 1, voor zover erbij het Comité REACH ermee wordt belast de procedures en maatregelen vast te stellen die nodig zijn voor een veilige uitwisseling van gegevens tussen de personen die door de federale en gewestelijke overheden zijn aangewezen om de REACH-verordening uit voeren, artikel 4, § 2, voor zover erbij het Comité REACH ermee wordt belast te bepalen welke informatie wordt uitgewisseld tussen de personen die door de federale en gewestelijke overheden zijn aangewezen om de REACH-verordening uit te voeren en op welke wijze dat gebeurt, alsook artikel 12, §§ 2 en 3, voor zover erbij het Comité REACH ermee wordt belast de voorwaarden vast te stellen volgens welke het Wetenschappelijk Comité REACH zijn taken uitvoert, alsook de voorwaarden volgens welke het advies uitbrengt.

⁶ Advies 49.218/VR van 1 maart 2011 over een voorontwerp dat het decreet van het Waals Gewest van 7 juni 2012 is geworden 'portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (REACH)', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49218.pdf>. Zie ook advies 50.624/3 van 13 december 2011 over het voorontwerp dat de wet van 21 december 2012 is geworden 'houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 17 oktober 2011 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH)', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/50624.pdf>.

Met andere woorden, artikel 92bis, § 1, bevat op zich een legaliteitsbeginsel met betrekking tot de samenwerkingsakkoorden die, krachtens het tweede lid ervan, de instemming van de wetgever behoeven.

5.4. De uitvoerende samenwerkingsakkoorden die in de toekomst gesloten zullen worden op grond van de machtigingen die vervat zijn in het samenwerkingsakkoord waarmee volgens voorliggend voorontwerp van wet ingestemd wordt, zullen derhalve gesloten moeten worden met inachtneming van het legaliteitsbeginsel dat aldus afgeleid wordt uit de opzet van artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In dat verband dient erop gewezen te worden dat indien de controle waarvan sprake is in artikel 6, § 3, van het samenwerkingsakkoord ook betrekking heeft op de controle van de proportionaliteit tussen de financieringen, de algemene bepalingen betreffende die controle expliciet in het samenwerkingsakkoord opgenomen moeten worden, en niet het voorwerp mogen uitmaken van een nog op te stellen uitvoerend samenwerkingsakkoord.

5.5. Bovendien zullen de uitvoerende samenwerkingsakkoorden waarin het samenwerkingsakkoord voorziet, hoe dan ook in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt moeten worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

6. Op de vraag wat met het begrip “gedelocaliseerd” in de zin van het samenwerkingsakkoord bedoeld wordt,⁷ heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Toujours dans l'accord de coopération de 2001, il est prescrit que ‘Les lignes 161 et 124 sur le territoire flamand et les travaux de modernisation de ces lignes sur le territoire flamand (8,2 mrd) sont retirés de la quote-part flamande’ (voir note explicative du 14.04.2001 pt 4 – annexe à l'accord de coopération relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B).

Ce sont ces travaux, hors clé, qui sont qualifiés de ‘délocalisés’.

Cette expression utilisée depuis 2001 traduit le fait que ces travaux sont considérés, du point de vue de leur imputation sur la clé régionale, comme non localisés sur le territoire flamand.”

Die gegevens zouden het best in de memorie van toelichting opgenomen worden.

⁷ Zie inzonderheid artikel 2, § 2, tweede lid, 1°, c) en 2°, c).

7. De gemachtigde van de minister is ook om uitleg gevraagd over het begrip “financiële middelen (...) bekomen (...) via derden”, zoals dat voorkomt in artikel 2, § 6, van het samenwerkingsakkoord. Hij heeft daarbij de volgende toelichting gegeven:

“Les financements tiers visés sont les subsides européens pour lesquels différents mécanismes peuvent être activés. La formule est ouverte pour couvrir toute forme de nouvelles opportunités qui se présenterait éventuellement dans le futur.

La formule couvre aussi le cas des demandes provenant d'autorités locales visant à faire réaliser des aménagements spécifiques dans le cadre des chantiers projet (élargissement d'une voirie, abords du domaine ferroviaire, ...). Dans de tels cas, il s'agit d'une opération blanche pour le secteur ferroviaire, les coûts supplémentaires étant intégralement à charge du demandeur.”

Het zou nuttig zijn om ook die preciseringen in de memorie van toelichting op te nemen.

8. Aan de gemachtigde van de minister werd om nadere toelichting gevraagd bij de wijze waarop de regel vervat in artikel 2, § 6, van het samenwerkingsakkoord, naar luid waarvan de financiële middelen die vrijkomen doordat ze worden bekomen van derden “opnieuw [worden] toegewezen aan spoorprojecten uit te voeren op het grondgebied van datzelfde gewest”,⁸ moet worden toegepast op de categorie van projecten: “Brusselse Hoofdstedelijk Gewest/gedelokaliseerd”. De gemachtigde van de minister antwoordde:

“Dans le cas hautement hypothétique où des moyens financiers de tiers pourraient être obtenus pour des travaux à réaliser sur le territoire bruxellois, l'application de l'art. 2, § 6, implique une réallocation de ces moyens à d'autres projets à réaliser sur le territoire bruxellois.

Dans le cas encore plus hypothétique où des moyens financiers de tiers pourraient être obtenus pour des travaux (RER) à réaliser sur les tronçons des lignes 124 et 161 situés sur le territoire flamand, l'application de l'art. 2, § 6, implique de facto une utilisation de ces moyens pour les travaux RER à réaliser sur ces tronçons.

En effet, l'enveloppe ‘délocalisée’ disponible pour les travaux en question est insuffisante, et une partie des dépenses devra être imputée sur la clé flamande. Ces fonds obtenus de tiers serviront à réduire les montants à imputer sur la quote-part flamande de la clé régionale.

L'éventuel excédent final serait à affecter à des investissements sur le territoire flamand.

Comme tous les cas de figure ne peuvent être prévus dans l'accord de coopération, l'art. 2, § 6, fait appel à l'art. 10, §4, qui implique la conclusion d'accords de coopération d'exécution complémentaires pour trouver une solution à tous les problèmes qui pourraient se poser.”

Het is niet omdat bepaalde situaties thans hypothetisch lijken, dat deze zich in de toekomst niet zouden kunnen voordoen. De regeling voor de projecten “Brussels Hoofdstedelijk Gewest/gedelokaliseerd” verdient nadere verduidelijking – op zijn minst in de memorie van

⁸ Zie ook artikel 7 van het samenwerkingsakkoord.

toelichting – overeenkomstig wat hiervoor werd uiteengezet door de gemachtigde van de minister.

Artikel 3

9. In artikel 3 van het samenwerkingsakkoord wordt het volgende bepaald:

“De partijen engageren zich om een efficiënt, aantrekkelijk en performant openbaar vervoer te garanderen, dat op een efficiënte manier verbonden is met de andere vervoersmodi en teneinde de instandhouding van het geheel van het netwerk te verzekeren, in het bijzonder voor de lijnen met een beperkte bevolkingsdichtheid zonder dat een kilometer van de sporen nodig voor de trafiek afgeschaft wordt.

De federale regering engageert zich ertoe om, te zijner tijd, samen met de NMBS, en binnen het kader van het ECMM, de noodzakelijke maatregelen te nemen opdat het aanbod bij elke grote stap tot indienststelling aangepast kan worden, en dit op zo'n manier dat de nieuwe infrastructuur zo goed als mogelijk ingezet worden. Dit vereist dat er met name voor het GEN een nieuwe studie artikel 13 gerealiseerd moet worden te gelegener tijd.”

Om nadere toelichting gevraagd over deze bepaling, antwoordde de gemachtigde van de minister:

“Cet article crée une obligation mutuelle des 4 entités fédérées à préserver leur réseau ferré, tout particulièrement dans les zones les moins peuplées.

Concrètement dans le cadre d'un grand équilibre entre les signataires, le niveau fédéral s'engage à ne pas fermer de lignes ferroviaires (rurales), mais les Régions s'engagent également, en échange à ne pas fermer de lignes ferrées (tram et métro). Il est en effet bien mentionné ‘sporen’ / ‘réseau ferré’.”

Dit wordt het best nader verduidelijkt in de memorie van toelichting.⁹

Artikel 5

10. Terwijl in artikel 5, § 1, bepaald wordt dat het Vlaams Gewest zich verbindt tot een bijkomende financiering voor elf spoorwegprojecten die uitdrukkelijk vermeld zijn in bijlage 1 bij het akkoord, wordt in artikel 5, § 2, van het samenwerkingsakkoord bepaald dat het Waals Gewest zich verbindt tot een bijkomende financiering van 32,48 miljoen euro “voor de versnelling van de moderniseringswerken van de as Brussel-Luxemburg of een ander Waals prioritair spoorwegproject”. Dit betekent dat het Waals Gewest zich in dat tweede geval ertoe zou verbinden een niet nader bepaald spoorwegproject te financieren. De gemachtigde van de minister heeft daaromtrent het volgende gepreciseerd:

“La Région wallonne n'a en effet pas encore choisi ses projets prioritaires. Quand elle les aura définis dans le respect de l'article 5, § 2, et de l'annexe 1, ils seront consignés dans un ou plusieurs accords de coopération d'exécution et feront individuellement l'objet

⁹ De vraag is overigens welke metro- en tramlijnen in “rurale gebieden” of “gebieden met een beperkte bevolkingsdichtheid” in het bijzonder zouden worden gevisieerd.

d'un contrat d'exécution de projet (art. 2.5). Les contrats d'exécution de projet précisent les projets (art 1.11 et 6.3)."

De woorden "of een ander Waals prioritair spoorwegproject" in artikel 5, § 2, van het samenwerkingsakkoord zouden de indruk kunnen wekken dat het Waals Gewest welk project ook als prioritair spoorwegproject zou kunnen kiezen, terwijl uit het antwoord van de gemachtigde van de minister voortvloeit dat die keuze beperkt is tot de prioritaire spoorwegprojecten vermeld in bijlage 1 van het samenwerkingsakkoord, dat een aantal andere projecten vermeldt dan de moderniseringswerken van de as Brussel-Luxemburg.

Om die onduidelijkheid weg te nemen, moeten de Waalse spoorwegprojecten die het voorwerp uitmaken van een bijkomende financiering vanwege het Waals Gewest, uitdrukkelijk bepaald worden in bijlage 1 bij het samenwerkingsakkoord, naar het voorbeeld van wat voorgeschreven wordt voor de spoorwegprojecten die het voorwerp uitmaken van een bijkomende financiering vanwege het Vlaams Gewest.

Daaruit volgt dat in artikel 5, § 2, van het samenwerkingsakkoord de woorden "de versnelling van de moderniseringswerken van de as Brussel-Luxemburg of een ander Waals prioritair spoorwegproject" vervangen moeten worden door de woorden "de uitvoering van Waalse prioritaire spoorwegprojecten vermeld in bijlage 1."

Artikel 6

11. Om nadere toelichting gevraagd over de mogelijkheid om gebruik te maken van alternatieve financieringswijzen zoals voorzien in artikel 6, § 2, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord, verduidelijkte de gemachtigde van de minister:

"Parmi les modes de financement alternatifs, plusieurs pistes ont été évoquées dont au premier rang des formules de type Partenariat Public-Privé, dont il existe plusieurs possibilités (DBFM, ...). L'interdiction pour ces formules d'avoir des conséquences sur l'endettement de l'État fédéral, d'Infrabel ou de la SNCB restreint de facto les options possibles."

Het is evenwel onduidelijk wat wordt bedoeld met de schuldpositie van de "federale Staat". Doorheen het samenwerkingsakkoord wordt deze bepaling doorgaans gebruikt als synoniem voor de federale overheid (ESR federale overheid). Het antwoord van de gemachtigde van de minister lijkt evenwel te suggereren dat deze term hier wordt gebruikt als synoniem voor de Belgische Staat (ESR totale overheid). Er zou goed aan worden gedaan om te verduidelijken of met de term "federale Staat" de "federale overheid" wordt bedoeld dan wel de "Belgische Staat".

12. Aan de gemachtigde van de minister werd tevens de vraag voorgelegd wat wordt bedoeld in artikel 6, § 2, tweede lid, met de woorden "Onverminderd de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen". De gemachtigde van de minister antwoordde:

"Cette formulation rappelle que les éventuelles formules de financement alternatif, généralement très complexes, puissent aboutir, de facto et insidieusement, à sortir du

cadre restrictif de la dérogation à la règle générale sur les compétences ferroviaires autorisée par la dernière réforme de l'État.

Nous avons noté un débat entre juristes sur le choix de l'expression 'onverminderd ...' ou 'onder voorbehoud van ...'."

Elke handeling van Belgische overheden – ook in uitvoering van een samenwerkingsakkoord – dient in overeenstemming te zijn met de bevoegdheidsverdelende regels. De voormelde uitdrukking is op zich nietszeggend en dreigt aanleiding te geven tot rechtsonzekerheid. Ofwel moeten deze woorden worden geschrapt, ofwel moet nauwkeurig worden gepreciseerd wat met deze woorden precies wordt beoogd.

Artikel 10

13. Teneinde de strekking van artikel 10, § 3, van het samenwerkingsakkoord beter tot uiting te brengen, moeten de volgende gegevens die door de gemachtigde van de minister verstrekt zijn, in de memorie van toelichting opgenomen worden:

“Comme la réalisation de projets est ponctuée d'aléas, et que le coût final d'un projet n'est jamais égal, sauf exception ultra rarissime, au budget originel, il a été convenu de considérer ces sommes comme des marges affectables par le ministre fédéral à certains dépassements de budget fatalement limités.

Cette souplesse a pour but d'éviter tant que faire se peut la charge administrative correspondant à la conclusion d'accord de coopération d'exécution modificatifs pour des dépassements insignifiants.”

Artikel 13

14. De gemachtigde van de minister bevestigde dat het thans voorliggende strategische meerjareninvesteringsplan loopt tot 2031 en dat bijgevolg het thans voorliggende samenwerkingsakkoord loopt tot eind 2031.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Jo BAERT